

destinées à sortir petit à petit ce vaste territoire de l'état d'isolement où il se trouvait alors, de le transformer et de le préparer à s'élever au rang des provinces de la Confédération canadienne.

Telle fut l'œuvre que le Gouvernement libéral-conservateur dût accomplir pendant toutes ces années, ce qui explique une bonne partie de l'accroissement de la dette qui se produisit à raison de l'établissement du chemin de fer trans-continental canadien du Pacifique. Telle fut la raison d'être de l'augmentation des dépenses tant ordinaires qu'extraordinaires imputables au revenu et au capital et de l'accroissement de la dette pendant le temps où le Gouvernement conservateur fut au pouvoir.

Mais ces honorable Messieurs de la droite qui prétendent aujourd'hui que nous dovrions les exonérer devant le peuple de ce pays de la violation de leurs engagements, parce qu'ils ont dû dépenser un demi-million de piastres pour le territoire du Yukon ces messieurs qui refusèrent pendant toutes ces années de tenir le moindre compte à l'acquit de leurs prédécesseurs des frais énormes qu'ils eurent à encourir pour assurer le développement du grand Nord-Ouest et du Manitoba, viennent maintenant demander à la Chambre et au public de les absoudre d'avoir manqué à leurs promesses, de faire des dépenses folles et d'accroître le chiffre de leurs prévisions budgétaires simplement parce qu'ils ont dû affecter un demi-million de piastres au service public du territoire du Yukon.

Honorables Messieurs, je ne me propose pas de développer davantage ces observations; je désire néanmoins protester publiquement contre ces dépenses, non seulement parce qu'elles sont considérables comparées à celles encourues par l'Administration conservatrice, mais parce que je les crois exagérées en elles-mêmes. Au fur et à mesure que le temps s'écoulera, nous constaterons, je crois, que nos amis qui forment partie du Gouvernement se sont fortement éloignés de la politique qu'ils réclamaient dans l'opposition et du programme qu'ils ont alors adopté. Certaines influences doivent être à l'œuvre, et je serais très chagrin de croire qu'elles sont exercées soit par l'un soit par l'autre des honorables Ministres qui siègent en cette Chambre, car aucun d'eux, j'en suis convaincu, ne serait capable de prendre part à ce qui pourrait être considéré comme un acte répréhensible ou corrompu, mais je ne

puis m'empêcher de croire que pour quelques-unes de ces dépenses extraordinaires que le pays a aujourd'hui encourues et qui nous chargeront à l'avenir d'une lourde dette, il existe dans maints cas, des motifs autres que ceux tirés de considérations d'ordre public. J'esais que mon honorable ami ne manquera pas d'opposer à ces observations sa propre honnêteté et celle du Gouvernement. Quoi qu'il en soit je n'ai recours à ces suppositions que dans le but de trouver à part moi une explication des dépenses extraordinaires qui sont faites.

Je ne puis comprendre pourquoi le Gouvernement ferait voter des sommes d'argent aussi extravagantes que celles qu'il demande, pourquoi les Ministres iraient ainsi violer toutes leurs promesses solennelles, pourquoi ils feraient tout cela au début même de leur Administration lorsqu'ils ne peuvent avoir oublié les promesses qu'ils ont faites au peuple et les avertissements qu'ils ont reçus. Je ne puis croire qu'ils en aient agi ainsi à moins que l'Administration subisse certaine influence néfaste obéissant à des mobiles autres que ceux inspirés par les meilleurs intérêts du peuple de ce pays.

L'honorable M. MILLS, *Ministre de la Justice* : Je suis certain que mon honorable ami qui siège à mes côtés ainsi que moi-même sommes très reconnaissants à l'honorable sénateur de ce qu'il a bien voulu nous promettre un certificat de bonne conduite. Lorsque nous le lui demanderons, il nous le donnera, je suppose, en lui apposant son sceau et son sceau; et que, conséquemment, les amis de l'honorable sénateur dans le pays tout entier, quoiqu'ils puissent dire sur le compte de nos collègues, nous épargneront toujours les imputations que l'honorable sénateur a faites dans cette circonstance-ci avec tant de candeur et de franchise.

L'honorable sénateur nous a parlé des tendances économiques du Gouvernement dont il fit partie, et il a déclaré que toutes ces dépenses spéciales, ces besoins imprévus auxquels doit faire face tous les ans le budget national, étaient tout aussi fréquents au temps de l'Administration de mon honorable ami qu'ils l'ont été depuis. Bien, honorables Messieurs, il aurait fallu qu'il en fût ainsi pour justifier les déboursés qui ont été faits.